

TRIBUNE

Maires de France, il est urgent d'accueillir les migrants du camp de Moria

Par [Un collectif\(https://www.liberation.fr/auteur/20478-un-collectif\)](https://www.liberation.fr/auteur/20478-un-collectif) —
17 septembre 2020 à 06:06



A Lesbos, le 12 septembre, dans le camp informel à la sortie de Mytilène où plus de 11 200 personnes vivent depuis la destruction du camp de Moria après un incendie, le 9 septembre.

Photo Mathias Benguigui pour Libération

Un collectif de citoyens et d'associations appellent l'Etat et les élus locaux à se mobiliser en faveur de l'accueil des réfugiés pour éviter une catastrophe humanitaire en Grèce.

Tribune. A la suite de l'incendie qui a ravagé le camp de Moria, 13 000 personnes migrantes se retrouvent livrées à elles-mêmes, dans un contexte tendu par les violences exercées à leur rencontre par des groupes ultranationalistes.

Cette «*honte de l'Europe*», selon les termes du sociologue Jean Ziegler, est le résultat de cinq années de politique européenne d'asile et d'immigration qui a transféré la responsabilité de la gestion des flux migratoires à la Turquie et a transformé les îles grecques en centres de rétention à ciel ouvert. Contrairement aux déclarations du gouvernement grec, il n'y a pas de crise migratoire en ce moment en Méditerranée orientale mais une atteinte continue à la dignité de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

A LIRE AUSSI

A Lesbos, les migrants assignés à déshérence(https://www.liberation.fr/planete/2020/09/13/a-lesbos-les-migrants-assignes-a-desherence_1799393)

Moria n'est pas le seul visage de l'Europe. En 2015, en France comme ailleurs, les Européens ont montré leur extraordinaire capacité de mobilisation citoyenne en faveur de l'accueil des personnes réfugiées. Il est temps de recommencer.

Nous, citoyens, collectifs, associations, appelons l'Etat ainsi que les maires récemment élus, à accueillir les personnes migrantes et réfugiées de l'île grecque. A l'image des villes et régions allemandes offrant ces accueils, dans ce pays qui est fier d'avoir accueilli plus d'un million de

personnes, nous avons de la place, et nous avons assez bonne mémoire pour que l'histoire ne se répète pas. La France est une terre d'accueil, et doit le rester.



Distribution alimentaire à la sortie de Mytilène, où les réfugiés vivent depuis la destruction du camp de Moria. Photo Mathias Benguigui pour Libération

Selon une étude de Destin commun, en 2017, plus de 2% des Français souhaitent ouvrir leurs portes à des personnes réfugiées dans les douze prochains mois. Ce chiffre peut paraître peu élevé, mais représente à l'échelle du pays plus d'un million de Français prêts à accueillir des personnes réfugiées chez elles. Les outils pour ces accueils existent, et ils ont fait leurs preuves.

La pandémie du coronavirus nous a amenés à réimaginer nos relations avec l'autre, à repenser notre condition humaine. A construire le monde d'après. C'est maintenant que nous devons le concrétiser. La crise

sanitaire nous pousse à regarder ailleurs alors que les catastrophes humanitaires s'enchaînent, et que c'est là que nous devons focaliser notre attention.

A LIRE AUSSI

Appel pour une évacuation immédiate du camp de Moria(https://www.liberation.fr/debats/2020/09/11/appeel-pour-une-evacuation-immediate-du-camp-de-moria_1799245)

Nous pouvons aider. Nous devons aider. L'heure n'est plus au débat sur la solidarité européenne. Elle doit être effective aujourd'hui et conséquente au-delà des quelques centaines de mineurs qui doivent être transférés dans une dizaine de pays européens, dont la France. Si ce n'est pas le gouvernement qui se prononce, le pouvoir à échelle locale est monumental.

Nous appelons donc les élus locaux à se mobiliser pour éviter une catastrophe humanitaire de grande ampleur en Grèce et à condamner fermement les excès de violence indus par les rhétoriques ultranationalistes. Il est urgent d'agir. Il est urgent d'accueillir.

Signataires : **Alice Barbe**, directrice de Singa Global et Obama Foundation Alumni, **Matthieu Tardis**, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), **Kavita Brahmhatt**, coprésidente d'Action emploi réfugiés, **François Gemenne**, chercheur, Fonds national de la recherche scientifique de l'université de Liège et directeur de *The Hugo Observatory*, **Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky**, professeur à l'Inalco, **Rooh Savar**, président de Singa France, **Maimonatou Mar**, fondatrice de Gribouilli, **Catherine Wihtol de Wenden**, directrice de recherche CNRS, **Simon Guibert**, fondateur de Caracol, **Carlos Arbelaez**, fondateur de Popular et d'Espero, **Guillaume Capelle**, cofondateur de Singa, **Souad Nana**, fondatrice de Sama for all, **Nina Gheddar**, rédactrice en chef de *Guitinews*, **Anaiz Parfait**, Destin commun, **David Robert**, directeur Singa France, **Rudi Osman**, fondateur et président de l'Union des étudiants exilés, **Cécile Pierrat**, cofondatrice et présidente de Kodiko, **Théo Scubla**, fondateur de Wintegreat, **Marine Mandrila**, cofondatrice de Refugee Food Festival, **Jean Guo**, fondatrice de Konexio, **Sophie Bilong**, consultante à l'Observatoire de l'immigration et de l'asile, **Rima Hassan**, fondatrice de l'Observatoire des camps des réfugiés.

[Un collectif \(https://www.liberation.fr/auteur/20478-un-collectif\)](https://www.liberation.fr/auteur/20478-un-collectif)